

**Compte rendu du
Conseil Municipal du 24 février 2015 à 21 h 00,
réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

Etaient Présents : Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Séverine TEILHARD-RIOLA – Thierry NOEL – Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Marjolaine AVENTURIER – Christine DAVY – Gilles DUTAU – Monique BARON – Brigitte MIAS – Gabrielle CROUZIL – Julien BASCOUL – Guillaume BUREL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Guy FILLET – Michel CHASTAING – Philippe FOULON – Bernard DUVIC – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

Etaient Représentés : Guy MARTRE par France GABORIT
Faouzia DAHMANE par Michel CHASTAING

Etaient Absents : Simon UGUEN – Cécile PAGES

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 25
- Votants : 27

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 janvier 2015

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 janvier 2015 est adopté à l'unanimité.

01 – Affaires générales – Modification de la composition du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire indique que Madame Valérie ADAM, par courrier reçu en Mairie de Clapiers, le 4 février 2015, lui a fait part de sa démission de son mandat de conseillère municipale.

Il rappelle que Madame Valérie ADAM était membre du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action, en sa qualité de membre du Conseil Municipal.

Il indique qu'il convient donc de pourvoir à son remplacement au sein de cette instance.

Monsieur Philippe FOULON, suivant, sur la liste « Clapiers durable et participatif » après Madame Valérie ADAM étant devenu conseiller municipal, il propose au Conseil Municipal de le désigner

comme membre remplaçant de Madame Valérie ADAM au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale.

Le Conseil Municipal, après avoir décidé, à l'unanimité, de voter à main levée, décide à l'unanimité de désigner Monsieur Philippe FOULON en qualité de membre du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale.

02 – Affaires générales – Modification de la composition des commissions municipales suivantes : Administration Générale, Urbanisme, et des commissions extra-municipales suivantes : Marché hebdomadaire, Culture-Festivités

Monsieur le Maire indique que Madame Valérie ADAM, par courrier reçu en Mairie de Clapiers le 4 février 2015, lui a fait part de sa démission de son mandat de conseillère municipale.

Il rappelle que Madame Valérie ADAM était membre des commissions municipales suivantes : Administration Générale, Urbanisme, et des commissions extra-municipales suivantes : Festivités-Culture, Marchés Hebdomadaires.

Il indique qu'il convient donc de pourvoir à son remplacement au sein de ces instances.

Monsieur Philippe FOULON, suivant sur la liste « Clapiers durable et participatif » après Madame Valérie ADAM, étant devenu conseiller municipal, il propose au Conseil Municipal de le désigner comme membre remplaçant de Madame Valérie ADAM au sein des instances susmentionnées.

Le Conseil Municipal, après avoir décidé, à l'unanimité, de voter à main levée, décide à l'unanimité de désigner Monsieur Philippe FOULON en qualité de membre des commissions municipales suivantes : Administration Générale, Urbanisme, et des commissions extra-municipales suivantes : Festivités-Culture, Marchés Hebdomadaires.

03 – Affaires générales – Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et autres énergies et la fourniture de services associés mis en place par Hérault Energie

Vu la Directive Européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité,

Vu la Directive Européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'énergie, notamment les articles L.331-1 et suivants et L.441-1 et suivants,

Vu la Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant sur l'organisation du marché de l'électricité, dite Loi Nome,

Vu La loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation,

Vu le Code des marchés publics, notamment son article 8,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'acte constitutif du groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'électricité, de gaz naturel et autres énergies, et de fournitures de services associés, ci-joint en annexe,

Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat Départemental d'Énergies de l'Hérault (HERAULT ENERGIES) du 8 décembre 2014.

Madame France GABORIT, première adjointe au Maire, rappelle qu'à partir de 2015, les tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité disparaissent progressivement pour les sites professionnels (dont les bâtiments publics) selon le calendrier suivant :

- au 1^{er} janvier 2015, bâtiments dont la **consommation de gaz naturel dépasse 200.000 kWh par an**,
- au 1^{er} janvier 2016, bâtiments dont la **consommation de gaz naturel dépasse 30.000 kWh par an**,
- au 1^{er} janvier 2016, bâtiments dont la **puissance électrique souscrite dépasse 36 kVA** (tarifs jaunes et verts).

La suppression de ces tarifs réglementés concerne toutes les personnes publiques et tous les organismes publics ou privés, pour la quasi-totalité de leurs bâtiments et installations.

Pour les acheteurs publics, la mise en concurrence devient donc obligatoire pour tous les sites correspondant aux seuils ci-dessus et impose de recourir aux procédures prévues par le Code des marchés publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L.331-4 et L.441-5 du Code de l'énergie.

Pour faciliter les démarches de ses adhérents et des autres acheteurs publics ou acheteurs exerçant des missions d'intérêt général, le syndicat Hérault Énergies propose de constituer un groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel, d'électricité et autres énergies, et la fourniture de services associés sur son territoire. Le syndicat souhaite ainsi tirer parti de la mutualisation des besoins pour bénéficier des meilleures opportunités de prix tout en assurant une qualité optimale des services associés.

Les modalités d'adhésion et de retrait sont les suivantes :

Adhésion :

Le groupement est ouvert à toutes personnes morales publiques et privées.

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses propres règles. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

S'agissant de l'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par le Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre ou un marché en cours au moment de son adhésion.

Retrait :

Le groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement avant l'attribution des accords-cadres et marchés subséquents. Aucun membre ne saurait se retirer avant l'expiration des accords-cadres et marchés auxquels il a pris part.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision selon ses propres règles. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

S'agissant du retrait des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par le Code.

La participation des adhérents aux frais de fonctionnement du coordonnateur :

La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres et calculée sur la base de la consommation annuelle de référence de l'année 2013, de l'ensemble des points de livraison électricité, gaz ou autre énergie du membre :

➤ **ACCORD CADRE ET PREMIER MARCHÉ SUBSEQUENT :**

- | | | |
|---|---------------|--------------|
| ▪ Consommation inférieure ou égale à 100 MWh/an | participation | 50 Euros |
| ▪ Consommation supérieure à 100 MWh/an | participation | MWh x 0,50 € |

La participation de chaque membre est plafonnée à 5 000 €.

➤ **MARCHES SUBSEQUENTS SUIVANTS :**

- | | | |
|---|---------------|--------------|
| ▪ Consommation inférieure ou égale à 100 MWh/an | participation | 25 Euros |
| ▪ Consommation supérieure à 100 MWh/an | participation | MWh x 0,25 € |

La participation de chaque membre est plafonnée à 2 500 €.

Toutefois, le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice avec les participations des membres du groupement, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réellement réalisées par le coordonnateur.

Le versement de la participation de chaque membre intervient :

- Au moment de la signature du ou des accords-cadres sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées certifié par le comptable public du coordonnateur et du titre de recette établi par le coordonnateur.
- Au moment de la signature des marchés subséquents, à partir du 2^{ème} marché, et dans les mêmes conditions que pour les accords-cadres. Cette participation interviendra également à chaque renouvellement du ou des marchés subséquents.

Considérant que la Commune de Clapiers a des besoins en matière d'achat d'énergies et de fournitures de services associés.

Considérant que la collectivité membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et, a fortiori, d'obtenir de meilleurs prix,

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des accords-cadres et des marchés subséquents,

Considérant qu'HERAULT ENERGIES est en capacité d'exercer la mission de coordonnateur du groupement,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des accords-cadres et des marchés sera celle du coordonnateur,

Considérant l'intérêt que présente pour la Commune de Clapiers ce groupement au regard de ses besoins propres,

Madame GABORIT propose au Conseil Municipal :

- d'adhérer au groupement de commande pour « la fourniture et l'acheminement d'électricité, de gaz naturel et autres énergies, et la fourniture de services associés ».
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint délégué, à signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- d'autoriser le Président d'HERAULT ENERGIES, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés subséquents dont la Commune de Clapiers sera partie prenante,

- d'autoriser Monsieur le Maire à transmettre au coordonnateur les données de consommation des sites alimentés dans les énergies souhaitées.
- de donner mandat au coordonnateur pour collecter les données de consommation auprès notamment des distributeurs et fournisseurs.
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune de Clapiers sera partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Clapiers sera partie prenante et à les inscrire préalablement à son budget.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'adhérer au groupement de commande pour « la fourniture et l'acheminement d'électricité, de gaz naturel et autres énergies, et la fourniture de services associés ».
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint délégué, à signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- d'autoriser le Président d'HERAULT ENERGIES, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de Clapiers sera partie prenante,
- d'autoriser Monsieur le Maire à transmettre au coordonnateur les données de consommation des sites alimentés dans les énergies souhaitées.
- de donner mandat au coordonnateur pour collecter les données de consommation auprès notamment des distributeurs et fournisseurs.
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Clapiers sera partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Clapiers sera partie prenante et à les inscrire préalablement à son budget.

04 – Affaires générales – Rapport d'activité de l'exercice 2013 du SIVOM des Trois Rivières

Monsieur Gilles DUTAU, conseiller municipal, délégué au Conseil d'Administration du SIVOM des Trois Rivières présente au Conseil Municipal le rapport d'activité de l'exercice 2013 du SIVOM des Trois Rivières, reçu en Mairie de Clapiers le 26 janvier 2015.

Le Conseil Municipal en prend acte.

05 - Finances – Instauration d'une majoration de 20% sur la Taxe d'Habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Vu l'article 1407 ter du CGI,

Vu l'article 31 de la Loi n°2014-1655 du 29/12/2014 de Finances Rectificatives pour 2014,

Vu l'avis de la commission des Finances, réunie le 23 février 2015,

Madame France GABORIT, adjointe déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que la Loi de Finances Rectificative (LFR) pour 2014 a donné aux collectivités la possibilité d'instaurer une majoration de la taxe d'habitation au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale, autrement dit les résidences secondaires. Cette majoration s'élève à 20%.

Les services fiscaux ont estimé que cette recette pourrait dépasser 8 100,00€ en 2015.

Elle propose au Conseil Municipal d'instaurer cette majoration à compter de l'exercice 2015, conformément aux dispositions de l'article 31 de la Loi 2014-1655 de Finances Rectificatives pour 2014.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la mise en œuvre de la majoration de 20% de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires.